



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON**  
**devant la communauté française de Corée**  
**Séoul – Vendredi 21 octobre 2011**

Mes chers compatriotes,

C'est un grand plaisir de pouvoir vous rencontrer à Séoul à l'occasion de ma visite officielle en Corée du sud.

Je me suis entretenu aujourd'hui avec le Président Lee Myung-bak, que j'avais accueilli à Matignon en mai dernier lors de sa visite officielle en France, et avec le Premier Ministre Kim Hwang-sik.

Ces échanges sont l'occasion de contribuer avec nos partenaires coréens au succès du Sommet du G20 de Cannes des 3 et 4 novembre prochains, et Dieu sait si dans le contexte économique extrêmement bousculé que connaît aujourd'hui le monde, ce sommet du G20 est un sommet décisif.

9 000 kilomètres séparent nos deux nations, mais vous savez la proximité qui lie le peuple français et le peuple coréen. C'est une relation cimentée dans l'épreuve et dans la fraternité d'arme de la guerre de Corée. Les Coréens n'ont pas oublié l'engagement héroïque des hommes du bataillon français et je souhaite à mon tour ici à Séoul rendre hommage à nos 269 soldats morts ou disparus au combat au côté des soldats sud coréens sous la bannière des Nations Unies.

C'est aussi une relation qui ne souffre plus d'aucun différend. Grâce à la détermination du Président de la République et de son homologue coréen, nos deux pays sont en effet parvenus à trouver une solution satisfaisante à la question des manuscrits royaux coréens de la Bibliothèque nationale. Et cela me permet de me souvenir que ma dernière visite en Corée. J'étais Ministre de l'Enseignement supérieur et j'accompagnais François MITTERRAND et cela s'était beaucoup moins bien passé, s'agissant de cette affaire des manuscrits, puisque François MITTERRAND avait promis de les amener pour les montrer aux Coréens, mais les conservateurs de ces documents n'avaient pas laissé faire. Il s'agissait de deux jeunes femmes, deux jeunes brillantes fonctionnaires, qui sont restées assises sur les coffres qui contenaient ces documents. Les ordres du Président MITTERRAND, ceux d'Alain JUPPE, les miens n'y ont rien changé. Elles ont exécuté les textes, la loi, l'éthique de la Fonction publique et ont créé ainsi un véritable incident diplomatique avec la Corée.

En tout cas, nous pouvons désormais nous consacrer à ce qui nous rapproche et à ce que nous pouvons faire ensemble au service de nos deux pays et de nos deux peuples, et dans l'intérêt de la communauté internationale.

La visite du Président SARKOZY en novembre dernier à Séoul, celle du Président coréen en France en mai dernier ont confirmé qu'il existait bien une volonté réciproque de consolider un partenariat politique portant sur la paix et sur la sécurité, sur la prévention et le règlement des conflits régionaux, sur la lutte contre la prolifération nucléaire, sur la question du changement climatique, sur les questions énergétiques et sur les questions du développement.

Et je veux dire à nouveau ce soir que la France se sent solidaire de cette Corée ambitieuse et généreuse, dont elle sait aussi combien l'histoire au XXe siècle a été marquée par des déchirements. Nous souhaitons que le dialogue inter-coréen, si crucial pour la stabilité de la péninsule, progresse. Et nous appelons la Corée du Nord à reprendre le chemin de la légalité internationale, à s'engager dans un dialogue pacifique, à mettre en œuvre ses engagements en

faveur du démantèlement complet de ses programmes nucléaires et balistiques, comme le Conseil de sécurité des Nations unies le lui a demandé.

Je sais que tout cela peut apparaître comme des pétitions de principe, tant cela fait longtemps qu'on les énonce. Si on regarde bien ce qui se passe dans le monde depuis quelques mois, on peut comprendre que l'avenir des dictateurs n'est plus aussi certain que par le passé. Et la puissance de la communauté internationale et l'efficacité des engagements et des résolutions des Nations Unies sont en train de prendre une autre dimension qui devrait faire réfléchir tous ceux qui ne respectent pas le droit international.

En tout cas, la France n'oublie pas la population nord-coréenne, elle n'oublie pas les épreuves auxquelles elle est confrontée. Et c'est pour cette raison que nous avons décidé de l'ouverture à Pyongyang d'un «Bureau français de coopération», dont le rôle sera en particulier d'assister les organisations non gouvernementales françaises qui sont présentes de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu. Ce bureau a été ouvert au début du mois d'octobre, en pleine transparence avec les autorités de Séoul, qui ont parfaitement compris la démarche qui est la notre.

La Corée du Sud est notre quatrième partenaire commercial en Asie. Nos produits et nos technologies y sont connus et réputés. Et l'année 2010 a marqué le retour à l'excédent commercial pour la France vis-à-vis de la Corée du Sud, après de nombreuses années de déficit.

Mais je crois qu'on peut dire, et vous qui êtes ici les acteurs pour une bonne part de ce commerce entre la France et la Corée, on peut dire que nous avons une bonne marge de progression tant en matière d'échanges qu'en matière d'investissements.

Depuis l'entrée en vigueur, le 1er juillet, de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée, nous avons des opportunités nouvelles dont nous devons nous saisir. Il y a aujourd'hui en gros 200 sociétés françaises présentes en Corée dont l'objectif doit être justement de mettre en œuvre les opportunités qu'offre cet accord de libre échange.

Je sais que la Chambre de commerce et d'industrie franco-coréenne, les conseillers du Commerce extérieur de la France, la Mission économique et Ubifrance sont mobilisés autour de cet objectif. Et je veux vous dire que les services de l'Etat sont là pour vous appuyer à chaque fois que vous en avez besoin.

Aujourd'hui nous avons un peu plus de 6 500 étudiants coréens qui séjournent dans notre pays, et le nombre d'étudiants français en Corée, même s'il est beaucoup plus modeste, ne cesse de croître, de même que le nombre de chercheurs. La coopération universitaire et la coopération en matière scientifique progressent. Elles ont d'ailleurs donné lieu à plusieurs accords signés en 2009 et 2010, dont nous espérons qu'ils vont déboucher sur des coopérations de haut niveau et des échanges accrus.

Dans le domaine culturel, il y a une « vague coréenne » qui a déjà su séduire les populations asiatiques, mais qui se propage désormais jusqu'à la France, si j'en crois pas succès du cinéma coréen ou des concerts de musique « K- Pop » organisés au printemps dernier à Paris - qui ont été tout à fait courus - mais aussi l'ouverture cette année en France des premières classes de lycée qui vont permettre l'apprentissage du coréen en troisième langue étrangère. Des classes ont été ouvertes à Paris et à Bordeaux.

Les Coréens montrent aussi cette soif d'approfondir leur connaissance de la France ; un peu plus de 700 titres français sont traduits chaque année en coréen. Notre cinéma et nos artistes rencontrent un succès croissant auprès du public coréen. Et je veux saluer notamment la Comédie française et Muriel MAYETTE qui était à l'honneur à Séoul il y a quelques jours.

Avec les autorités coréennes, nous sommes tombés d'accord pour organiser en 2015 et 2016 des « saisons croisées » qui vont je l'espère contribuer encore à renforcer les liens entre nos deux pays.

Vous êtes aujourd'hui plus de 2 000 Français résidents en Corée du Sud, et c'est un chiffre qui est deux fois plus élevé qu'il y a dix ans. Je veux saluer votre présence dans ce pays, qui est réputé pour être l'un des plus compétitifs et l'un des plus réactifs au monde. Et je voudrais saluer votre engagement personnel et celui de vos familles. Puisque je parle de vos familles je voudrais dire un mot du lycée français dont je sais qu'il a atteint les limites de ses capacités d'accueil. Il existe un projet de relocalisation et d'agrandissement et je voudrais rendre hommage à la détermination de ceux qui l'ont porté, c'est-à-dire de l'Association des parents d'élèves. Je veux vous dire que j'ai évoqué ce dossier, ce sujet avec le Président coréen lorsqu'il est venu à Paris il y a quelques mois. Je l'ai évoqué de nouveau avec lui aujourd'hui. Je l'ai évoqué avec le Premier Ministre. Je pense que nous avons désormais tous les atouts de notre côté pour que les négociations qui vont s'engager avec la Municipalité de Séoul, dès que les élections seront passées, aboutissent, et que nous puissions enfin lancer ce projet qui est si nécessaire pour toute la communauté française à Séoul, mais aussi pour les jeunes Coréens qui fréquentent notre lycée français.

Je veux saluer également le rôle des associations qui contribuent à tisser des liens avec nos amis coréens et qui contribuent beaucoup à l'accueil des nouveaux arrivants, comme le Cercle franco-coréen, ou comme l'Association des francophones de Corée. Je souhaite également rendre hommage à la solidarité des Français de Corée et au soutien qu'ils ont apporté à nos compatriotes du Japon après le tsunami et la catastrophe de Fukushima au printemps dernier.

Mes chers compatriotes, le dynamisme de la Corée est à l'image de celui du continent asiatique tout entier. Et vous savez mieux que quiconque ce qui se cache derrière le mot « mondialisation ».

Vous voyez à l'œuvre l'émergence de ces nouvelles puissances qui aspirent légitimement à jouer les premiers rôles et qui remettent en question la vieille domination occidentale. Au fond vous assistez du bon côté à cette dialectique permanente depuis le début de l'histoire entre les civilisations qui naissent et celles qui se battent pour ne pas décliner.

La crise économique et financière de 2008 a d'une certaine manière accélérée le basculement des grands équilibres internationaux. La crise des dettes souveraines dans la zone euro et aux Etats-Unis, depuis maintenant plusieurs mois, confronte le continent européen à un nouveau défi historique qui met – pardon d'utiliser ces mots, je les utilise à dessein – qui met son destin en jeu. Je ne vous cache pas que nous vivons des heures qui sont des heures difficiles et qui sont des heures décisives.

En effet, je crois que depuis sa création, jamais l'Union européenne n'a été autant menacée dans sa cohésion, dans sa cohérence, dans son existence même. Jamais l'épreuve de vérité n'a été aussi brûlante. Nous sommes devant une alternative qui est à la fois simple et en même temps très brutale. Ou bien les égoïsmes reprennent le dessus et la grandeur du projet

européen rejoindra les oubliettes de l'histoire, sous les coups des spéculateurs. Ou bien nous sommes capables d'affirmer notre attachement à cet héritage historique qui nous est commun, qui est d'ailleurs unique au monde, et qui est pour nos sociétés non seulement une fierté, mais aussi une protection et une force.

Notre réponse est claire et elle est en train de se dessiner. C'est la réponse de la solidarité, en maintenant, coûte que coûte, notre solidarité à l'égard de la Grèce, qui doit naturellement poursuivre ses efforts. Les pays de la zone euro ont montré qu'ils ne laisseraient pas le repli sur soi l'emporter et que nul n'était prêt à signer la fin de l'idée européenne au nom d'intérêts particuliers qui d'ailleurs auraient en réalité des conséquences catastrophiques à terme pour tous, y compris pour ceux qui auraient cru y trouver leur compte.

Au milieu de ces épreuves, face à l'urgence, l'Europe s'est ressaisie et elle a plus progressé en quelques mois qu'en vingt ans sur les questions de la régulation financière. Il y a toujours deux façons de voir les choses : les voir de façon pessimiste - et Dieu sait s'il y a des raisons de voir les choses de façon pessimiste - mais on peut aussi constater que sous la pression des événements, souvent de façon désordonnée, souvent au dernier moment, l'Europe a depuis le début de la crise, depuis 2008, toujours pris les bonnes décisions qui lui ont permis d'assurer sa cohésion.

Nous avons déjà pris des décisions très importantes, nous avons renforcé le pacte de stabilité qui fait la cohérence des pays de la zone euro. Nous avons créé un Fonds européen de stabilisation financière qui est doté de 440 milliards d'euros, qui va devenir permanent à partir de 2013 et, qui, je l'espère - c'est l'objet des réunions du Conseil européen de la fin de la semaine et du milieu de la semaine prochaine - qui va bientôt recevoir de nouvelles prérogatives. Au fond, ce que nous souhaitons c'est que ce fonds soit en mesure, par un effet de levier, d'apporter les garanties nécessaires pour décourager les spéculations contre la Grèce. Nous avons institutionnalisé les sommets de la zone euro et cette institutionnalisation est une étape vers la mise en place de ce qui sera un véritable gouvernement économique de cette zone euro. Un gouvernement économique capable de prendre des décisions de façon réactive et, surtout, de faire en sorte que ces décisions soient respectées et que les règles de la vie en commun au sein de la zone euro ne fasse plus l'objet de tricheries comme cela a pu être le cas par le passé, ce qui nous conduit aux difficultés d'aujourd'hui.

Nous avons le 21 juillet passé un accord ambitieux sur la base d'une résolution de la crise grecque en partageant de façon le plus équitable possible les efforts entre la Grèce, le secteur financier et la communauté internationale. Cet accord aurait dû être suffisant. Manifestement, il ne l'a pas été, en tout cas il n'a pas convaincu complètement les marchés, sans doute parce qu'il a mis trop de temps à se réaliser. Nous sommes donc maintenant vraiment au pied du mur et les réunions européennes qui vont avoir lieu dimanche et mercredi vont être des réunions absolument décisives. Nous voulons continuer à avancer sur la voie de cet accord du 21 juillet, aller plus loin, aller plus loin sur l'efficacité du Fonds européen de stabilisation financière, aller plus loin sur les règles qui vont conduire à recapitaliser les banques européennes. Nous avons en particulier décidé que les banques européennes - et notamment les banques françaises - appliqueraient les règles dites de « Bale III », c'est-à-dire des fonds propres supérieurs à 9% dès 2013, de manière à bien montrer que nous mettons en place toutes les digues et tous les barrages pour éviter les attaques sur la zone euro. Et puis, enfin, nous voulons que ces réunions de dimanche et de mercredi décident, une fois pour toutes, quel est le niveau de restructuration de la dette grecque en accord avec le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission.

Au fond le projet européen, que nous essayons de construire depuis 60 ans, a été conçu comme un idéal, mais à cet idéal nous n'avons pas apporté suffisamment de défenses, de défenses concrètes et l'enseignement de cette crise c'est que ce projet européen, plus que jamais, doit maintenant s'affirmer comme une puissance. Il n'est plus temps de considérer l'Europe comme un vaste espace de coopérations économiques, comme une zone de libres échanges. Nous sommes dans une bataille mondiale qui est une bataille pour la technologie, la domination de la technologie, qui est une bataille pour la répartition des richesses. Eh bien dans cette bataille, nous avons besoin d'une Europe puissante, et pour avoir une Europe puissante, il faut que cette Europe aient des institutions et en particulier un gouvernement économique qui soit doté des prérogatives qui lui permettent d'être une véritable puissance. Une puissance capable de réagir, une puissance qui s'appuie sur la volonté des chefs d'Etat et de Gouvernement. Et d'une certaine manière, le Président de la République française et la Chancelière allemande ont montré ces dernières semaines à quel point c'était bien les Chefs d'Etats et de Gouvernements - et notamment le tandem franco-allemand - qui étaient au cœur de l'Union européenne, puissance que nous voulons construire. Nous devons aller de l'avant en exigeant une Europe plus politique, une Europe plus efficace sur le plan économique, une Europe plus harmonisée sur le plan fiscal, une Europe qui soit plus combative sur le plan international et commercial.

Nous étions un certain nombre il y a quelques années à douter du calendrier qui consistait à créer une monnaie avant de mettre en place des institutions capables de la piloter. Cela ne sert à rien de dire aujourd'hui que nous avons raison. Cette monnaie est désormais extrêmement utile à la protection de notre pays et à la protection des Européens, elle est extrêmement utile dans le contexte de la mondialisation. Mais il faut remettre les choses à l'endroit et donner à cette monnaie, les institutions économiques, financières, politiques qui assureront sa solidité.

Nous devons aussi tirer les leçons institutionnelles de cette crise à l'échelle de l'Union, mais nous devons aussi tirer les leçons morales et politiques dans chacun de nos pays, parce que la crise de la dette n'est pas survenue par la faute des marchés, ni par la faute des spéculateurs. La crise de la dette relève d'abord et avant tout de la responsabilité des Etats qui se sont endettés depuis des décennies sans se préoccuper du jour où il faudrait rembourser. En réalité, les Etats ont cru qu'ont leur ferait crédit indéfiniment parce qu'ils étaient des Etats. Lorsqu'il y a 4 ans j'ai employé, peut-être de manière maladroite, le mot de « faillite », on m'a expliqué qu'un Etat ne pouvait pas faire faillite. Je vois aujourd'hui qu'un Etat peut être menacé de faillite, et c'est pour avoir cru que les finances des Etats étaient indestructibles, inattaquables, intouchables, que nous sommes aujourd'hui dans la situation qui est la notre. Alors, par facilité électoraliste, par manque de courage, les gouvernants, qu'ils soient de gauche comme de droite, en France comme dans bien d'autres pays européens et ailleurs, ont laissé tour à tour leurs successeurs se charger de solder les comptes et de prendre les décisions déplaisantes que cela impliquait. Aujourd'hui, les Etats sont placés devant leurs responsabilités et ils n'ont plus la possibilité de les esquiver.

Cette crise est l'occasion d'une prise de conscience profonde, elle nous oblige à agir au nom de nos intérêts les plus vitaux, elle nous oblige à agir au nom de notre souveraineté. C'est pour défendre notre souveraineté nationale qu'il faut mettre un terme à cet endettement excessif.

Et elle montre la validité des choix que nous avons faits depuis 2007 avec le Président de la République. Lorsque Nicolas Sarkozy a été élu en 2007 le budget de la France était en déséquilibre depuis plus de 35 ans. Depuis le début du quinquennat nous avons engagé des réformes profondes pour moderniser notre Etat et pour réduire le coût de nos politiques

publiques. Nous avons rationalisé nos structures, nous avons réduit le nombre de fonctionnaires alors que les emplois publics dans notre pays avaient continuellement augmenté dans notre pays depuis 40 ans.

Je sais que ce sont des décisions qui ont parfois été mal comprises, je sais que nous avons bousculé des habitudes.

Je sais que beaucoup de ces réformes ont fait grincer des dents, mais, franchement, je pose la question :

Est-ce qu'il était-il illégitime par exemple de réformer une carte judiciaire qui remontait au XIX<sup>ème</sup> siècle ?

Est-ce qu'il était illégitime de réformer un réseau d'implantations militaires qui avait été dicté par les données stratégiques de la Guerre froide ?

Est-ce qu'il était illégitime d'engager une réorganisation de nos territoires où les niveaux de responsabilité se sont accumulés au fil des ans sans que personne n'ait cherché à les rendre plus lisibles, plus efficaces et moins coûteux ?

Est-ce qu'il était-il illégitime de favoriser les heures supplémentaires dans un pays qui a un vrai sujet de compétitivité, et je ne parle pas au regard de la Corée mais simplement au regard de ses voisins européens ?

Est-ce qu'il était illégitime, enfin, de réformer notre système de retraites pour le préserver quand toutes les autres grandes puissances l'ont fait avant nous et souvent de façon plus radicale que nous ?

Alors, au bout de 4 ans d'efforts et avec la crise de 2008 qui est passée par là, notre pays conserve une crédibilité budgétaire qui est au niveau le plus élevé et qui nous permet de nous financer à des taux d'intérêt extrêmement bas alors que certains de nos partenaires sont fragilisés et sont obligés de prendre des mesures drastiques.

Nous payons chaque année grosso modo 45 milliards d'euros d'intérêts à ceux qui nous prêtent et nous empruntons entre 2 et 3%, beaucoup de pays européens aujourd'hui empruntent entre 5 et 6%, imaginez simplement ce que seraient les finances publiques de notre pays si nous étions dans la même situation qu'eux.

Cette crédibilité, c'est un atout considérable et donc cet un atout que nous devons à tout prix conserver.

Nous avons présenté cette année un budget qui est sans doute l'un des plus rigoureux qui ait été présenté depuis 1945. Depuis cette date pour la première fois les dépenses de l'Etat vont diminuer en valeur absolue et elles ont déjà baissé en proportion de la richesse nationale depuis 2009, ce qui là encore est une première.

Bref, nous sommes en train d'établir notre avenir sur des bases solides. Toutes ces réformes que nous avons engagées, ce sont des réformes qui s'inscrivent dans la longue durée, ce sont des réformes qui vont modifier notre pays en profondeur.

Pour beaucoup d'entre elles nos concitoyens ne peuvent pas en voir aujourd'hui les effets et les résultats, j'en prendrai juste 2 exemples.

Nous avons donné l'autonomie aux universités, cette autonomie qu'elles réclamaient à juste titre depuis si longtemps et qu'elles ont dans tous les grands pays développés, eh bien évidemment entre la décision de donner l'autonomie aux universités, le moment où les

universités s'en saisissent, où elles usent de leur liberté pour s'organiser différemment, pour recruter les enseignants qu'elles ont envie de recruter, pour réorienter leur formation et le moment où les promotions, les premières promotions d'étudiants sortiront de ces universités renouvées, il se passe un peu de temps.

De la même façon, nous avons réformé le dialogue social dans notre pays en instaurant une règle de représentativité syndicale qui va révolutionner le fonctionnement des syndicats en France, parce que désormais ces syndicats auront un poids qui dépendra des votes aux élections dans les élections professionnelles et non plus de leur histoire passée, figée dans un décret depuis 45 ans, mais là aussi il faudra sans doute 4 ou 5 ans avant qu'élection après élection le paysage syndical se remodèle, que l'on voit des regroupements se faire et sans doute – en tout cas je l'espère – qu'un grand pôle syndicaliste réformiste émerge dans notre pays pour nous rapprocher du dialogue syndical, du dialogue social qui existe chez nos voisins Allemands ou dans les autres pays d'Europe du Nord.

Cela vaut aussi pour la maîtrise des dépenses publiques, cela vaut aussi pour les efforts que nous faisons pour aller chercher la croissance en renforçant notre compétitivité, en misant sur l'innovation, en donnant aux talents et aux énergies les moyens de se déployer.

Au temps de Georges POMPIDOU – ça c'est d'ailleurs passé dans un seul et unique conseil des ministres - la France a lancé 3 grands programmes : le programme électronucléaire, le programme du TGV et le programme de construction de l'AIRBUS. Ceux qui ont participé à ce conseil des ministres devaient être assez fiers de siéger dans ce Gouvernement. En tout cas ces décisions qui ont été prises il y a 40 ans sont encore aujourd'hui celles qui alimentent les moteurs les plus puissants de l'économie française.

Eh bien, aujourd'hui, dans une économie mondialisée, dans une économie plus ouverte, dans une économie plus concurrentielle, nous avons choisi avec l'autonomie des universités et avec le programme d'investissements d'avenir auquel nous consacrons 35 milliards d'euros, de donner à nos meilleures équipes de recherche, à nos meilleurs industriels les moyens de lancer des projets qui vont à leur tour faire travailler des équipes pendant des années et qui, je l'espère, alimenteront les moteurs de la croissance de demain.

Là encore, c'est une véritable révolution culturelle que nous avons pratiquée.

Dans le passé, dans notre pays, quand on distribuait de l'argent public, on le distribuait équitablement. Il en faut pour toutes les régions, il en faut pour toutes les équipes de recherche ; personne ne doit être laissé de côté. Là devant la rareté de l'argent public et devant l'urgence de la compétition, nous avons choisi des jurys internationaux, indépendants qui nous ont dit quelles étaient les meilleures équipes, quels étaient les meilleurs projets. Et sans aucune discussion, nous avons mis les crédits sur les meilleures équipes et sur les meilleurs projets. C'est une vraie rupture avec les habitudes traditionnelles de notre pays.

Voilà, mes chers compatriotes, vous le savez sans doute, la bataille électorale est lancée en France.

Notre bilan est attaqué, c'est normal, c'est de bonne guerre, mais je veux dire que je le défendrai avec conviction et avec fierté.

Je le défendrai parce que je crois que nous avons vraiment agi dans l'intérêt de notre pays. Et je le défendrai parce que le programme de l'opposition comporte des sérieux risques de compromettre l'équilibre financier de notre pays que nous sommes en train de restaurer.

Notre chemin, c'est celui du courage, de la réforme et du réalisme.

Alors, c'est vrai que ce n'est pas un chemin facile. Mais je n'en connais pas d'autre si on veut sortir de la crise et surtout si l'on veut tenir le rang qui est le nôtre – et de ce rang dépend notre mode de vie – dans la compétition mondiale.

On parle beaucoup en France de la mondialisation, souvent pour la critiquer. Je crois que nous ne devons pas redouter cette mondialisation.

A condition de faire les réformes nécessaires, à condition de moderniser ce qui doit l'être, le nouveau monde qui est en train de se dessiner offre des opportunités pour notre pays, pour nos entreprises, pour nos concitoyens.

Je crois que tout reste ouvert pour les nations qui misent sur l'avenir et sur l'innovation.

Je crois que tout reste ouvert pour les nations qui font preuve de volonté et qui croient encore au pouvoir de la Politique.

Nous réunirons à Cannes dans quelques jours le G20.

C'est le Président de la République française qui a été à l'initiative de l'instauration du G20 des chefs d'Etat et de Gouvernement. Nous pensions en effet qu'il devenait tout à fait obsolète de discuter l'avenir du monde avec les 7 ou 8 premières puissances économiques et sans les nouvelles puissances émergentes.

C'est la Corée qui présidait le G20 l'année dernière.

C'est nous qui le présidons cette année, avec une volonté très forte, non pas de « démondialiser », mais de maîtriser la mondialisation, grâce à la coordination de tous ses acteurs.

Voilà, mes chers compatriotes, vous qui vivez ici, en Corée, je sais que vous êtes bien placés pour avoir une pleine conscience des défis que nous avons à relever.

Vous savez que l'avenir de la France s'écrit très au-delà de ses frontières.

Eh bien, je voulais vous en rendre hommage. Je voulais vous en remercier et dire avec vous : vive la France, vive la Corée, vive l'amitié entre la France et la Corée !